

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°17 - VENDREDI 5 DÉCEMBRE 2008

LE MERLE MOQUEUR

Or donc, le gouvernement embauche : un ministre de la relance économique... Comme c'est beau, comme c'est bien trouvé, au moment où les Français, assujettis à l'impôt sur la mauvaise fortune, croulent sous les lettres de relance, la seule qu'ils connaissent en réalité. Devant nos impayés, on se dit que nos dirigeants sont vraiment impayables. A quand, sur ce schéma, un ministre de la relance de la justice, un ministre de la relance de l'écologie, de la recherche, de l'éducation qui, toutes, en auraient bien besoin?

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ [L'eau : ça débat sec !](#)

→ [A l'ouest du nouveau](#)

→ [Nouvelle force : on avance ?](#)

→ [ACU 31 : on rebondit](#)

La démocratie sociale à conquérir

Les élections prud'homales ont enregistré une nouvelle baisse de la participation. Seulement un salarié sur quatre a voté. C'est une mauvaise nouvelle pour le peu de démocratie sociale qui existe au niveau national. Pourtant les conseils de prud'hommes jouent un rôle important dans la défense des droits des salariés. C'est souvent le dernier recours et parfois le seul, notamment en l'absence de présence syndicale, pour contester l'arbitraire patronal.

Faut-il y voir l'effet d'une mauvaise organisation du vote, d'une faible popularisation de l'événement, de l'absence de campagne dans les médias, comme le soulignent les organisations syndicales? Ou bien ce recul s'inscrit-il dans la même désaffection qui avait frappé les dernières élections pour les caisses de Sécurité sociale, traduisant par là une faible perception par les salariés de l'enjeu que représentent tous les organismes où existent encore des contre-pouvoirs partiels à l'arbitraire patronal?

On se consolera avec la progression des organisations les plus engagées dans les mobilisations et on se dit qu'il n'y a pas tâche plus urgente que de refonder une véritable ambition de démocratie sociale comme levier du changement dans le champ des entreprises, comme il faut restaurer la souveraineté populaire dans la maîtrise de l'avenir de la société.

Cette capacité des travailleurs et des peuples à maîtriser leur avenir s'est étioyée avec la mondialisation et sous les coups de boutoir du libéralisme. La dictature du profit s'exerce sans partage à coup de licenciements ou de délocalisations, au détriment du pouvoir d'achat et de l'emploi. Les actionnaires, les marchés financiers, les multinationales dictent leur loi au mépris des intérêts des travailleurs. Dans le même temps, les droits sociaux sont réduits pour désarmer un peu plus les salariés.

La démocratie s'arrête aux portes des entreprises. Comme le soulignait Jean Jaurès « *Au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. Au moment où il peut chasser les ministres du pouvoir, il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier.* » C'est cela qu'il faut changer. Un programme de gauche devra faire de la démocratie économique et sociale et de l'autogestion un levier essentiel du changement.

● **Claude DEBONS,**

ancien syndicaliste, un des responsables du Parti de gauche.

Ce week-end, les Verts s'apprêtent— sauf surprise— à reconduire Cécile Duflot à leur tête. En mettant le rassemblement des écologistes au cœur de la campagne européenne à venir, les Verts s'engagent dans une stratégie politique nouvelle. De Cohn-Bendit à Nicolas Hulot en passant par José Bové, Antoine Waechter et Eva Joly, les Verts jubilent et se risquent à la pratique du grand-écart. L'ancrage à gauche du mouvement politique du début des années 1990 s'en trouve aujourd'hui très brouillé. Où vont les Verts, où va l'écologie politique ?

● Dossier réalisé
par Pierre Jacquemain

Les premières estimations des instituts de sondage créditent de 11% [1] la liste écologiste aux européennes, gagnant ainsi près de 5 points par rapport à l'élection précédente de 2004. Sur le plan stratégique, les Verts semblent donc rafler la mise. Quant à l'orientation politique, elle reste des plus ambiguës. Le projet s'appelle Europe Écologie. Autour de Daniel Cohn-Bendit, les candidatures déclarées vont de Eva Joly et Antoine Waechter, proches de François Bayrou, à José Bové, leader altermondialiste, Yannick Jadot, responsable Greenpeace en passant par Jean-Paul Besset, proche de Nicolas Hulot et ex-trotskyiste. Le casting est plutôt réussi mais la cohérence reste douteuse. Les uns ont fait la campagne pour le TCE, les autres ont voté « non ». Et dans le lot, seule Corinne Lepage a préféré le fond à la forme, refusant la main tendue de Cohn-Bendit.

Les Verts seraient-ils en train de s'enfermer dans une logique écologique d'accompagnement du capitalisme et de la croissance ?

marché et le productivisme. Alors, les Verts seraient-ils en train de s'enfermer dans des logiques écologiques d'accompagnement du capitalisme et de la croissance? *Libération* de ce jeudi écrivait ceci à propos des prochaines stratégies d'alliances du PS: « *Le texte préconise un contrat politique avec les partis de gauche et les Verts.* » La formulation du journaliste est symptomatique du malaise— et d'une certaine manière de l'ambiguïté— qui émerge au sein des Verts. Il y a la gauche. Et les Verts. Les Verts se retrouvent dans un espace politique non identifié. Une force politique majeure et dans laquelle cohabitent une aile de gauche et une aile parfaitement décomplexée qui parle volontiers « d'alliance naturelle » avec le MoDem. Comme un air de déjà entendu. En effet, un peu comme au Parti socialiste, la question qui fâche n'est pas tant la question de fond— secondaire— que celle des jeux d'alliances, notamment celle avec le mouvement démocrate.

Mais tout le monde chez les Verts ne voit pas d'un très bon œil cette obstination à vouloir un rassemblement à tout prix. Dominique Voynet ne s'en cache pas: « *On ne doit pas sauter comme un cabri en criant*

rassemblement, rassemblement (...) je ne veux pas que le projet politique des Verts soit dissous dans un grand n'importe quoi. » Et pourtant, ça en a tout l'air. Forte d'une motion qui a obtenu 25,3 % des voix il est à parier que l'ex-candidate à la présidentielle participera, malgré tout, à la campagne menée par les Verts.

Vers une implosion ? Si le rassemblement des familles écologistes est stratégiquement pertinent, le plus dur est sans doute à venir. Le bureau exécutif des Verts devra très prochainement se prononcer sur la

[1] Sondage IFOP réalisé les 27 et 28 novembre par téléphone auprès d'un échantillon de 881 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 959 personnes

[2] La motion AlterEkolo présentée par Francine Bavay avait obtenu 8,8 % des voix en 2006.

Cap au centre. La ligne politique des Verts en prend un sacré coup. Elle assume à la fois un environnementalisme jusqu'au-boutiste, l'économie de

LES VERTS ET LA DÉCROISSANCE

Dans une période de crise économique et de croissance morose, la question de la décroissance fait débat. Il y a plusieurs lectures parmi les Verts. L'épineux sujet suppose de s'interroger sur le rapport de l'écologie à l'économie et, inversement, de l'économie à l'écologie. S'agit-il de renverser l'ordre économique mondial pour favoriser l'écologie politique ou bien s'agit-il de placer au cœur de l'action politique la seule question écologique ? C'est l'identité-même des Verts qui est ici interrogée. C'est aussi celle de son orientation politique, dans un contexte économique qui oblige les écologistes – entre autres – à se positionner sans ambiguïtés sur ces questions de fond. En 2004, une motion de synthèse s'engageait – mollement – pour une décroissance sélective et équitable. Cette motion plaidait pour la décroissance des hauts revenus et des profits indécents de l'économie financiarisée. Elle dénonçait aussi l'exploitation des ressources non renouvelables ainsi que les gaspillages énergétiques. Certains, sur une position plus radicale, affirment que la décroissance est « *un impératif de survie (...) qui suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux* ». Nombreux sont ceux parmi les Verts – même si minoritaires – à penser que la remise en cause du système capitaliste doit rester la priorité du mouvement écologiste. Martine Billard, s'exprimant dans les colonnes de *Cerises* du 12 septembre, annonçait à propos de la campagne européenne : « *Nous souhaitons aussi que la campagne soit clairement positionnée pour la décroissance de l'empreinte écologique et le rejet du libéralisme économique.* » La motion A que soutenait la députée de Paris proposait aux Verts de « *sortir du replis identitaire* ». L'écologie politique est une dimension essentielle. Mais pour les signataires de la motion, la question écologique trouve sa réponse dans la critique et la remise en cause du système capitaliste. Le philosophe et théoricien André Gorz dans *Ecologica* : « *En partant de la critique du capitalisme, on arrive donc inmanquablement à l'écologie politique qui, avec son indispensable théorie critique des besoins, conduit en retour à approfondir et à radicaliser encore la critique du capitalisme. Je ne dirais donc pas qu'il y a une morale de l'écologie, mais plutôt que l'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la critique théorique et pratique du capitalisme, de laquelle l'écologie politique est une dimension essentielle.* »

composition des listes Europe Écologie dans les huit circonscriptions françaises. Problème, le courant MEI (Mouvement écologiste indépendant) de Waechter réclame déjà quatre têtes de listes et notamment celle du Sud-Ouest, là où José Bové est présent. Cohn-Bendit – ambitieux mais lucide – a déjà prévenu : « *Il y aura du sang et des larmes.* » Côté aile gauche des Verts, chez les amis de Francine Bavay et de Martine Billard (dont la motion a obtenu près de 12 % des voix [2]) la question du rassemblement est loin d'être tranchée. Les partisans de le motion altermondialisme, décroissance et écologie populaire pourraient être tentés de rejoindre le front de gauche proposé par le Parti de gauche et le PCF afin de réanimer les tribunes du « non » de 2005. L'objectif serait alors de porter de manière unitaire, avec toutes celles et ceux qui ont mené campagne contre le TCE, un projet pro-européen, pour « *une Europe politique, sociale, écologique et démocratique* ». Après Jean-Luc Mélenchon et Robert Hue, le « claquage de porte » est dans l'air du temps. Alors pourquoi pas la gauche des Verts ? Et José Bové ?

Les Verts en dates et en chiffres

1974-1983 : débuts de l'écologie politique

1974 : René Dumont candidat écologiste à l'élection présidentielle obtient 1,3 % des suffrages

1981 ; Brice Lalonde, candidat écologiste à l'élection présidentielle obtient 3,8 % des suffrages

1984 : fusion de la Confédération et du Parti écologistes et naissance des Verts le 29 janvier 1984 à Clichy (92)

mars 1989 : percée des Verts aux municipales qui obtiennent une moyenne de 9 % au premier tour. Les Verts deviennent une force politique majeure

1990 : virage à gauche des Verts

avril 1995 : Dominique Voynet, candidate écologiste à la présidentielle, obtient 3,32 % des voix

1997 : les Verts entrent au gouvernement

2000 : avec 9,72 % des suffrages, les Verts obtiennent 9 élus au Parlement européen

2002 : Noël Mamère, candidat écologiste obtiendra le meilleur résultat que les Verts n'auront jamais fait à une présidentielle avec 5,25 % des suffrages

2004 : les Verts perdent 3 sièges au Parlement européen

2007 : lors de la présidentielle, les Verts, représentés par Dominique Voynet retombent à un score historiquement bas de 1,57 % des suffrages

Objectif 2009 : rassemblement des familles écologistes pour les européennes autour des personnalités de José Bové, Nicolas Hulot, Eva Joly et Daniel Cohn-Bendit.

Comprendre les Verts : l'écologie en tendances (stratégiques)

À l'occasion de l'assemblée générale ordinaire des Verts qui s'est tenue à Lille à la mi-novembre, 6 motions – 6, le chiffre est tendance ! – ont été déposées. La motion de Cécile Duflot est arrivée en tête avec 27,7 % des voix ; elle devrait voir son mandat au poste de secrétaire nationale reconduit ce week-end. *Grosso modo* trois sensibilités se dégagent des Verts : celle de l'écologie radicale affirmant une relative indépendance vis-à-vis du PS – où l'on trouve Francine Bavay et Martine Billard ; les écolos-gestionnaires, derrière Dominique Voynet ; et ceux que l'on surnomme les « environnementalistes catastrophistes » avec Yves Cochet comme chef de file. Les motions étaient les suivantes :

- Altermondialisme, décroissance et écologie populaire (motion A, 11,8 % des voix). Cette motion a été présentée par Francine Bavay, Martine Billard, Yves Contassot... Favorable à la décroissance, la motion revendique l'appartenance au mouvement altermondialiste. L'objectif étant de sortir du repli identitaire des Verts.
- Rassembler les écologistes, changer les Verts. (mo-

tion B, 6,2 % des voix). Objectif numéro 1 : rassembler les écologistes aux européennes et plus largement au sein d'une même force. Changer les Verts en se tournant notamment vers l'extérieur.

- Urgence écolo, pour une nouvelle dynamique écologiste (motion C, 14,3 % des voix), une décroissance solidaire et démocratique. Pour que l'urgence écologique soit au cœur des Verts. Défense d'une écologie populaire, une écologie de l'action.

- Face à l'urgence, unir les écologistes, (motion D, 15,6 % des voix). Avec Denis Baupin, Yves Cochet... Mettre la société en mouvement et organiser la décroissance solidaire de l'empreinte écologique.

- Rassembler l'écologie : l'espoir en acte, (motion E, 27,7 % des voix) Soutenue par Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts. Pour une écologie de l'espoir, solidaire, populaire et conviviale. Plaide pour un rassemblement large aux européennes.

- Ouverture, audace, imagination (motion F, 25,3% des voix) soutenue par Dominique Voynet, Alain Lipietz... la motion prône l'ouverture au sein des Verts à d'autres acteurs de l'écologie. L'objectif étant « *d'écologiser la gauche* » : refonder une gauche transformée par l'écologie. Favorable au « *dépassement* » du parti écologiste.

2 questions à David Langlois-Mallet, ex-président et fondateur de Chiche !

Tu as été l'un des fondateurs de Chiche!, association de jeunes écolos solidaires. Où en êtes-vous aujourd'hui ?

Répondre « Chiche ! » à la question « *Tu crois que tu vas changer le monde ?* » a été une tentative très idéaliste et sincère basée sur l'idée de changer la politique en changeant nos pratiques avec la volonté d'intégrer l'apport de toutes les cultures de gauche : écolo, socialiste, libertaire, mouvement social... Je pense qu'il y avait le germe, non pour créer un parti, mais pour défendre l'idée d'une association politique, chaînon manquant entre les partis et les mouvements. Nous avons cru pouvoir tenir le grand écart entre une jeune génération dégoutée de la politique et le meilleur d'un engagement aux côtés des Verts et des Alternatifs notamment.

Bilan des courses ? Les Alternatifs ont repris notre logo... Les Verts ont fini par créer leur propre mouvement de jeunes Verts. Une école de petits cadres pour coller leurs affiches. Une génération politique entière s'est retrouvée pulvérisée (façon puzzle) dans le journalisme, la sociologie, les associations ou le vide. Cette expérience inoubliable, comme une grande histoire d'amour, reste un lien très fort et inexprimable, des amitiés essentielles.

A la veille du Congrès des Verts, quel regard portes-tu sur ses nouvelles orientations stratégiques ?

L'écologie politique reste à mon sens d'abord un mouvement culturel qui peine à trouver son débouché politique. Elle amène des richesses qui ressource radicalement nos héritages politiques. Mais faute d'un inventaire philosophique (de ses fondements religieux voir sectaires) et d'un enracinement dans notre histoire française, elle reste ici un passionnant objet verdâtre posé là sur la cheminée. Tout le monde a compris qu'il y avait là quelque chose d'es-

sentiel et personne ne sait quoi en faire au juste. C'est une chance et un danger. Il y a des ingrédients pour répondre au naufrage des utopies socialistes et communistes dans le matérialisme, mais aussi les germes pour revitaliser les aventures totalitaires, même de droite. Et puis il y a les Verts... englués dans un entre-soi ludique où la question de sauver le monde se négocie des heures contre une demi-place au CNIR... Alors je trouve heureux que les frontières de l'écologie craquent à droite (avec Cohn-Bendit et Ségolène Royal). Mais pourquoi ne voit-on rien à gauche ? Alors, je ne sais pas à qui appartient l'écologie politique, pas aux anciens chichons et chichas en tout cas. Mais devant un étranglement sécuritaire, économique et spirituel on se dispensera de moins en moins de renoncer à nos préjugés pour affronter la réalité éternelle de la domination et celle nouvelle de la destruction de l'humanité par elle-même.

● Propos recueillis par Pierre Jacquemain

PARTI COMMUNISTE : ROBERT HUE

LE VERRE EST-IL VIDE OU PLEIN ?

Désormais convaincu que le PCF n'est pas « réformable » et ne peut « s'autotransformer » Robert Hue, qui en fut le secrétaire national de 1994 à 2003, a adressé une lettre à Marie-George Buffet rendue publique dans *le Parisien*. Dans son courrier, Robert Hue revient en particulier sur l'échec de la mutation de son parti, impulsée « *d'en haut* ». Cette transformation interne a achoppé selon lui sur deux questions : d'une part, l'« échec de la gauche plurielle », mais dont le bilan (35 heures, loi Hue sur les fonds publics) lui apparaît cependant plus équilibré ; d'autre part, le mur d'« *une culture communiste enfermée dans un modèle politique inadapté et conservateur* » et contre lequel cette mutation s'est écrasée. La lettre ne s'attarde pas sur le face-à-face récurrent et supposé vertueux du PCF avec le PS, l'ex-secrétaire national du PCF précisant avoir alerté Lionel Jospin en son temps sur le fait que la gauche plurielle « *allait dans le mur* ». Elle ne traite pas de la critique d'une gauche d'adaptation au capitalisme (privatisations Jospin...) et singulièrement molle, comme de la combativité très relative du PCF durant le gouvernement de la gauche plurielle.

Durant la période 1994-2003, le PCF et son candidat à la présidentielle, Robert Hue, ont fait deux scores électoraux : le premier – la mémoire est oublieuse – de 8,95 % en 1995 qui, quatre ans après la chute du mur de Berlin, marquait un redressement du PCF par rapport à 1988. Ce résultat était en particulier le fruit de la nouvelle image, ouverte et non sectaire du PCF ainsi que d'une campagne tonique sur la hausse du SMIC et des salaires. Le second score – jamais oublié – de 3,37 % en 2002, avec lequel on pensait que le PCF avait touché le fond du fond et avec une campagne suscitant des critiques de toutes parts au sein du PCF. Alors, silencieusement, Robert Hue, devenu sénateur, se met en retrait et ne participe plus au Conseil national dont il est toujours membre.

Aragon, *Les Lettres Françaises** Extraits

« Je n'ai pas toujours été l'homme que je suis. J'ai toute ma vie appris pour devenir l'homme que je suis, mais je n'ai pour autant pas oublié l'homme que j'ai été (...). Et si entre ces hommes-là et moi il y a contradiction, si je crois avoir appris, progressé, changé, ces hommes-là quand, me retournant, je les regarde, je n'ai point honte d'eux, ils sont les étapes de ce que je suis, ils menaient à moi, je ne peux pas dire moi sans eux.

Je connais des gens qui sont nés avec la vérité dans leur berceau, qui ne se sont jamais trompés, qui n'ont pas eu à avancer d'un pas de toute leur vie, puisqu'ils étaient arrivés quand ils avaient encore la morve au nez. Ils savent ce qui est bien, ils l'ont toujours su. Ils ont pour les autres la sévérité et le mépris que leur confère l'assurance triomphale d'avoir raison. Je ne leur ressemble pas. La vérité ne m'a pas été révélée à mon baptême, je ne la tiens ni de mon père ni de la classe de ma famille (...). Aussi ai-je le respect de ceux qui ne savent pas, de ceux qui cherchent, qui tâtonnent, qui se heurtent. Ceux à qui la vérité est facile, spontanée, bien entendu j'ai pour eux une certaine admiration mais, je l'avoue, peu d'intérêt. »

En décidant de quitter cette instance au moment du 34^e Congrès, Robert Hue prend le large sur son canot. « *Tant mieux* », ont dit des orthodoxes qui n'ont jamais caché vouloir liquider la « *mutation-liquidation* ». « *Révéléateur d'une crise structurelle* », serinent les Communistes unitaires restés au PCF, et qui, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, anciens ou récents au CN, se préparent à une élimination politique de leur courant au sein des instances d'un PCF qui se glace. « *Une démarche personnelle* », communiquent une partie des anciens amis de Robert Hue, dont quelques-uns sont en négociation de postes avec l'actuel (quart de) cercle dirigeant du PCF. « *C'est la vie* », soupirent des militant-e-s communistes désabusés, voire devenus indifférents. A ce jour, Marie-George Buffet n'a toujours pas répondu à la lettre de son prédécesseur. Des Internauts du journal *Le Monde* ont, eux, réagi au geste politique du communiste Robert Hue. Ils témoignent de la persistance des idées communistes dans la société française comme ils soulèvent la question de la pertinence d'un communisme politique pour le 21^e siècle. Robert Hue a annoncé qu'il prendrait une « *initiative politique*. » Pour quoi faire et avec qui ?

● Par Philippe Stierlin

PARTI DE GAUCHE INTERVIEW DE DANIELLE SIMONET *

La présence d'Oskar Lafontaine au meeting de samedi est-elle le signe que le Parti de gauche prend ses sources dans le parti allemand Die Linke ?

C'est une inspiration, indéniablement. Die Linke a démontré la possibilité d'inventer une force politique nouvelle face à la faillite de la social-démocratie européenne et à l'échec du communisme d'Etat. Il a démontré que cette force pouvait permettre à la gauche de redevenir majoritaire. Mais il n'y a pas, selon nous, de modèle qu'il suffirait de calquer. Les expériences boliviennes et vénézuéliennes sont également des sources d'inspiration. La présence d'Oskar Lafontaine, comme le message d'Evo Morales témoignent aussi que nous inscrivons le Parti de gauche dans une relation étroite avec d'autres forces de gauche en Europe et dans le monde pour jeter les bases d'un nouvel internationalisme.

Le NPA d'un côté, le Parti de gauche d'un autre, le PCF au centre etc., ne craignez-vous pas d'ajouter un peu plus de division à la gauche de gauche ?

Non. D'abord, les milliers de soutiens recueillis témoignent que nombre de femmes et d'hommes ne trouvaient pas leur compte dans la gauche telle qu'elle est. Le Parti de gauche a une identité politique différente des autres partis qui ont leur propre histoire. Nous n'avons pas la prétention d'englober toute la gauche. Mais nous avons en même temps l'originalité de nous penser comme un parti creuset ou se mêlent identités républicaines et laïques, socialistes, communistes et écologiques. Car la gauche

est à réinventer. Notre ambition n'est pas d'installer un parti de plus mais d'œuvrer au rassemblement de la gauche, d'en construire le front, dans la crise et dans l'action, dans une stratégie à vocation majoritaire pour gouverner.

Avec le PCF vous appelez à un front large et unitaire pour les européennes de 2009. Quels sont les partenaires ciblés par le Parti de gauche pour constituer ce front ?

Toutes les forces politiques et les personnalités investies en 2005 dans la bataille victorieuse pour le « non » de gauche à la constitution européenne: le PCF, le NPA, les alternatifs, les Verts pour le « non », le MRC... Nous devons faire la démonstration que la majorité des Français-es confirme son opposition à l'Europe libérale et son exigence d'une Europe sociale, démocratique et pacifique. Notre ambition est de permettre à ces listes de passer en tête de toutes listes, devant la droite et devant les listes du PS et des Verts qui soutiennent le traité de Lisbonne et les politiques libérales qu'il impose en Europe. Si nous réussissons, nous démontrons que l'alternative est possible. Quel espoir ! Quel beau combat !

* Danielle Simonet est conseillère de Paris, correspondante départementale du parti de Gauche sur Paris.

● Propos recueillis par Pierre Jacquemain

Cerises est édité
par les Communistes Unitaires
contact.cerises@gmail.com

**Noyau : Gilles Alfonsi,
Pierre Jacquemain**
Queues de Cerises :
**Michèle Kiintz, Philippe Stierlin,
Roger Martelli, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant,**
**avec la collaboration
de Marie-Agnès Combesque**



Sida : face à l'hécatombe, toujours...

Recul de l'aide au développement, craintes sur les financements pour l'accès aux soins dans les pays en voie de développement, mise en cause des moyens de la recherche... à l'occasion de la journée mondiale contre le VIH, ce 1^{er} décembre, les acteurs de la lutte contre le sida ont tiré le signal d'alarme en direction de l'opinion publique. Selon eux, les Etats s'apprêtent à mettre en cause la mobilisation internationale contre l'épidémie en arguant de la crise financière, au moment où il est possible que les progrès considérables accomplis ces dernières années influent significativement contre elle. ONUSIDA, le programme commun des Nations unies contre le VIH a, dans le même esprit, souligné qu'un « *solide financement pour le VIH sera requis pendant des décennies* », nécessaire pour « *concrétiser l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins* ».

Parallèlement à ces polémiques où sont en jeu rien moins que des millions de vies, les outils disponibles pour lutter contre l'épidémie sont de plus en plus efficaces et nombreux. Et l'on redécouvre, par exemple, l'enjeu du dépistage précoce : pour la personne infectée, mais aussi contre la dissémination du virus, la transmission étant beaucoup moins fréquente lorsque le partenaire touché est traité (affaiblissement très important de la charge virale). De son côté, Act Up-Paris a consacré son intervention à la lutte contre la pénalisation de la contamination, sous le slogan « *sida : prévenir, ne pas punir* », mettant en exergue que « *la pénalisation ne peut qu'encourager la dissimulation de son statut sérologique, le refus de se faire dépister et, de fait, la propagation souterraine du virus* » (1).

En combinant les mesures d'informations, préventives, et l'accès aux soins le plus précoce possible, il est possible d'obtenir des résultats importants, même si les chercheurs mettent en garde contre des espoirs excessifs sur la découverte d'un vaccin universel à court terme.

Restent entières les questions de mise en place de système de protection sociale et de services publics de santé permettant l'accès de tous à la prévention et au soin, enjeu mondial très sous-estimé que les militants de l'émancipation devraient prendre à bras le corps.

● Gilles Alfonsi

(1). *Action*, la lettre d'Act Up-Paris, n°115, novembre 2008. Lire sur le site www.actupparis.org

COCKTAIL

→ L'oligarchie capitaliste comme elle va...

Le très fiable 6^e baromètre Altédia-*La Tribune*, publié le 14 novembre 2008, a relevé la température et l'humidité des patrons, futures victimes putatives du capitalisme refondé. Il indique que 86 % des grands patrons interrogés sont opposés à tout plafonnement ou taxation supplémentaires des stocks-options ou parachutes dorés. Les fondateurs du capitalisme pourront donc s'appuyer sur les 14 % qui n'ont pas compris la question. Il relève aussi que 55 % des grands patrons sont satisfaits de leur rémunération, ce qui laisse une marge de progrès pour le prochain sondage, ce même taux de satisfaction étant de 11 % il y a deux ans. Enfin, 68 % sont opposés à l'extension obligatoire des stock-options pour l'ensemble des salariés de leur entreprise, car « cela en diluerait le bénéfice pour eux-mêmes ». On en déduira que 32 % des patrons sont tout de même prêts à suivre les conseils de Ségolène Royal. L'enquête tord le cou à gauche de ceux qui croient que les patrons sont payés pour leurs compétences : « la logique qui préside à la récompense du talent des dirigeants, aux critères et à la géométrie variables, apparaît comme particulièrement opaque » précise l'audacieux baromètre. La question sur la trop révolutionnaire proposition d'un « salaire minimum et d'un salaire maximum », n'a, elle, pas été posée aux patrons.

→ Emancipation maintenant

Communistes unitaires et leurs invités à la Fête de *l'Huma* Bretagne ont, le week-end dernier, illustré comment poser de premières pierres de l'émancipation du niveau local au niveau européen en passant par le plan national... pour peu que chacun s'y mette, du citoyen aux forces constituées. Après des négociations un peu rugueuses avec la direction locale du PCF 56, l'ACU Grand Ouest accueillait sur son stand des membres du PC, d'Unir, des collectifs unitaires, des femmes et des hommes, jeunes, moins jeunes, n'ayant jamais appartenu à quelque formation que ce soit mais intéressés par un « espace politique où trouver sa place », et en demande de « convergence pour bouger et changer la société ». Des citoyens costarmoricaïns avaient initié un appel citoyen pour la constitution de listes unitaires de toute la gauche de transformation sociale et écologique aux européennes, signé sur le stand par 103 personnes. Nouveauté cette année, les 3 temps de débats collectifs ont eu lieu à l'Agora de *l'Humanité* et dans un fort bel espace. Deux Babayagas de Brest ont développé les principes d'une expérience animée par des vieilles, aux parcours riches et singuliers : autogestion, solidarité, citoyenneté pour un autre mode du vivre-ensemble, dans la cité : une utopie réaliste, puisque la première pierre est posée.

DÉLICIEUX !



La prédisposition d'un individu normal sera plutôt favorable à Olivier Besancenot : anti-libéral, altermondialiste, souriant, travailleur, jeune. L'auteur n'échappe pas à cette sym-
 pathie générale. Le livre ne fait aucune révélation : Besancenot est vraiment facteur, il ne bave pas de plaisir en lisant Trotski, il a peur avant de faire de grosses émissions, bref il est comme on l'espérait.

Avouons-le, un seul sujet nous intéresse vraiment derrière Besancenot : le NPA. L'aspiration à une force anticapitaliste, unitaire, dynamique, ouverte est largement partagée. Besancenot pourrait en être l'incarnation médiatique, comme Bové il y a quelques années.

Mais le parcours de Besancenot est à l'opposé : tout ce qui n'est pas la LCR ou LO lui est suspect. Ne parlons même pas du PS avec qui il n'a jamais pensé gouverner, ni Mélenchon, avec qui il a des mots, au point qu'il faut presque les séparer, Buffet qui lui est froide, et même la minorité de la LCR qui n'a pas ramené les signatures pour la candidature présidentielle.

Le NPA est donc voué à être une grosse LCR mais pas le parti unitaire de l'anticapitalisme. La question de cette force reste donc posée.

Le NPA est donc voué à être une grosse LCR mais pas le parti unitaire de l'anticapitalisme.

La question de cette force reste donc posée.

Besancenot, *l'irrésistible ascension de l'enfant de la gauche extrême*, Eric Hacquemand, édition du Rocher, 17€

Dans le 2^e débat, J.L. Sagot-Duvauroux a défendu la sortie de l'être humain de l'activité assujettie comme non seulement concevable mais indispensable. Développer le temps non monétarisable, hors travail, et réinjecter du sens dans le travail dans sa part inaliénable – compétences sociales et professionnelles – voilà deux voies vers une société de l'émancipation humaine. C. Peltais, secrétaire régional de la CGT, a surtout évoqué, en réponse aux dégradations du travail et au chômage, la valorisation du travail, la sécurité sociale professionnelle, le contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Pour le 3^e débat, le manque de place illustre combien l'interpellation de la gauche et l'espoir d'une majorité du changement réel sont grands. C. Autain, C. Debons, C. Piquet et M.P. Vieu se sont tous inscrits dans la nécessité de donner aux luttes un débouché en faisant force politique à gauche, une gauche en rupture avec l'accompagnement du capitalisme. Tous, s'ils diffèrent dans l'appréciation du rythme de création de cette force, ont appelé à franchir ensemble l'étape qu'en constituent les européennes. Francis Wurtz, venu d'abord saluer les participants au débat, a néanmoins été convaincu semble-t-il par son pilote local de ne pas s'y mêler. Regrets. Il aura consacré les dernières phrases du meeting de clôture de la fête au nécessaire rassemblement évoquant l'initiative du Conseil national du PCF, l'approbation d'Unir et l'Appel *Politis* « d'antilibéraux ».

→ Communiqué du Réseau résistance à l'agression publicitaire (RAP)

« Nos craintes d'ANTIPUB se révèlent au grand jour. Nous sommes quelques-uns à RAP à refuser de lier bonne santé du service public de la télévision avec la bonne santé des agences de pub... et pour que ce service public ne dépende donc pas de ces "privés", nous refusons que ces derniers soient taxés pour venir "paraître" en aide à Antenne 2 - Arte etc. Mais comme des élus veulent absolument faire payer "les profiteurs" à hauteur de 3%, ces derniers, bien en cours auprès des UMP, trouvent donc le moyen de faire en sorte que ces 3% soient 2% ou 1,5% suivant la conjoncture économique. La démonstration, dans les faits, est limpide : c'est bien la redevance et nos impôts qui doivent financer les services publics et non une contribution fluctuante des intérêts privés. Ce lien de soumission au privé (que certains dits de gauche ne voient pas) nous conduira aux mêmes problèmes de gestion que ceux de la sécurité sociale et des retraites où le Medef prétend avoir son mot à dire... puisqu'il s'estime être LE payeur! »



LE 13 DÉCEMBRE, QUI SE RESSEMBLE SE RASSEMBLE

SAMEDI 13 DÉCEMBRE DE 19H À 24H :
POUR LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE
DE GAUCHE, UNITAIRE, ANTI-LIBÉRALE ET ALTERNATIVE.

Coeur Défense (entre le CNIT et la Grande Arche)
RER et Métro La Défense

avec le concours des communistes unitaires quisessembleserassemble@gmail.com

Samedi
13 décembre
de 19 h à 24 h

TABLE RONDE

Pour ou contre la création
d'une nouvelle force
politique ?

Avec des dirigeants
de partis de gauche et
d'associations

CONTRIBUTION ARTISTIQUE

musique et intervention

MEETING

des personnalités disent
leur raison de soutenir la
création d'une nouvelle
force.

ONT D'ORES ET DÉJÀ CONFIRMÉ LEUR PARTICIPATION :

Clémentine Autain,
François Asensi,
Patrick Braouezec,
Martine Billard,
Paul Chemetov,
Francis Combes,
Pierre Cours-Salies,
Olivier Frachon,
Jacqueline Fraysse,
Jean-Claude Gayssot,
Patrick Jarry,
Marie-Noëlle Lienemann,
Roland Merieux,
Jacques Perreux,
Christian Picquet,
Patricia Latour,
Gerard Perrault-Bezouille,
Yves Salesse,
Denis Sieffert,
Claire Villiers, ...

+ D'INFOS

www.qui-se-ressemble.net

**Avec le concours des
Communistes unitaires**

PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

DEMANDE DE PRELEVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

NOM, PRENOMS, ET ADRESSE DU DEBITEUR	DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER												
<table border="1"><tr><td colspan="4">COMPTE A DEBITER</td></tr><tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr><tr><td>Banque</td><td>Guichet</td><td>N° de compte</td><td>clé</td></tr></table>	COMPTE A DEBITER								Banque	Guichet	N° de compte	clé	NOM ET ADRESSE DU CREANCIER
COMPTE A DEBITER													
Banque	Guichet	N° de compte	clé										
Date : Signature	ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES 143 RUE DU TEMPLE 75003 PARIS												

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 1/4/80 de la Commission Informatique et Libertés.



AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Numéro national d'émetteur

541628

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur du compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

NOM, PRENOMS, ET ADRESSE DU DEBITEUR	NOM ET ADRESSE DU CREANCIER												
	ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES 143 RUE DU TEMPLE 75003 PARIS												
<table border="1"><tr><td colspan="4">COMPTE A DEBITER</td></tr><tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr><tr><td>Banque</td><td>Guichet</td><td>N° de compte</td><td>clé</td></tr></table>	COMPTE A DEBITER								Banque	Guichet	N° de compte	clé	NOM ET ADRESSE DE L'ETABT TENEUR DU CPTE A DEBITER
COMPTE A DEBITER													
Banque	Guichet	N° de compte	clé										
Date : Signature	<hr/> <hr/> <hr/> <table border="1"><tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr></table>												

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) ou postal (R.I.P.).

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer les prélèvements présentés par l'Association des Communistes Unitaires d'un montant de € par mois /trimestre/semestre (1)

Fait à, le

signature

(1) rayer la mention inutile